



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



La Poste
PIC de
Lille

le 15 avril 2024

D'OÙ QU'ILS VIENNENT, INTERDISONS LES LICENCIEMENTS

Les 40 plus grosses entreprises françaises (celles du CAC 40) ont annoncé plus de 150 milliards d'euros de bénéfices pour 2023. Ce n'est plus une pluie, mais un déluge de fric qui arrose leurs actionnaires : plus de 60 milliards de dividendes, et 30 milliards de rachats d'actions qui gonflent d'autant la valeur de celles qui restent. Non seulement ces sommes indécentes contrastent avec les augmentations de salaire minables pour leurs salariés, mais elles n'empêchent pas les mêmes entreprises de licencier !

Des licencieurs gavés de profits

Stellantis (fusion de PSA, Fiat et Chrysler), a réalisé 18,6 milliards de profits en 2023. Les menaces sur l'emploi s'accumulent pourtant dans plusieurs usines du groupe. La semaine dernière, c'était au tour de la CGT du site Stellantis d'Hordain (Nord) de tirer la sonnette d'alarme. Le transfert d'une partie de la production de véhicules utilitaires vers la Turquie, laisse planer la menace de la direction de se débarrasser de centaines d'emplois, voire du site à terme.

ExxonMobil annonce la même semaine la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois dans celui de Gravenchon (Seine-Maritime). Les délégués syndicaux de l'usine estiment à 3 000 le nombre total des emplois menacés, directement chez les sous-traitants ou indirectement dans d'autres entreprises. ExxonMobil a fait 36 milliards d'euros de bénéfices en 2023. Le trust pétrolier a racheté en octobre dernier son rival Pioneer pour la bagatelle de 56 milliards d'euros, sans emprunter le moindre centime ! Il a largement de quoi maintenir les salaires de tous les travailleurs menacés à Gravenchon et ailleurs.

Le gouvernement n'est pas en reste

Ces annonces interviennent alors même que le gouvernement engage une énième « réforme de » (traduire : « attaque contre ») l'assurance-chômage. Si le plan d'Attal va jusqu'au bout, la durée de l'indemnisation du chômage, qui était de 24 mois jusqu'à février dernier, passera à 12 mois à l'automne prochain. On n'ose pas imaginer ce que deviendra le montant des allocations, déjà diminué de 16 % à 50 % selon les cas l'an dernier.

Le ministre de la Fonction publique Guérini s'intéresse quant à lui au chômage pour y envoyer les fonctionnaires ! Il ment en prétendant que presque

personne n'est licencié dans la fonction publique. En 2022, 235 fonctionnaires – et pas 13 – ont été licenciés pour motifs disciplinaires. Des milliers d'autres ont négocié une rupture conventionnelle, pas forcément par désamour du service public, mais plutôt des conditions dans lesquelles la hiérarchie impose de travailler ! Et c'est sans compter les fonctionnaires qui changent de poste ou démissionnent.

La meilleure garantie d'emploi dans le public a un coût pour les agents : des salaires plus faibles. L'Insee estime que ceux du privé ont augmenté deux fois plus vite – en vérité plutôt deux fois moins lentement – entre 2011 et 2021, du fait du gel des salaires dans la fonction publique.

Inversons le règne de la peur

Alors si Guérini agite le prétendu « tabou du licenciement dans la fonction publique », c'est qu'il veut opposer les salariés du public et du privé. Nous, nous sommes pour interdire le licenciement partout ! Le « tabou » dont notre société est en train de crever, c'est celui des sacro-saints profits !

Tout cet argent serait bien mieux employé à maintenir les emplois et les salaires des travailleurs et des travailleuses dont les postes sont menacés. À embaucher les collègues qui manquent dans les ateliers, les services, les chantiers. À faire reculer ce chômage qui n'est pas une fatalité, mais l'arme de la bourgeoisie pour nous imposer sa loi.

Une telle lutte pour l'interdiction des licenciements suppose que, du public et du privé, nous fassions front ensemble. Si le gouvernement crache sur ses agents, c'est précisément pour jeter entre nous les ferments de la division. Car il sait, mieux que nous, qu'une fois unis nous serons invincibles.

Travaillez plus... pour gagner la même chose !

La filiale Médiapost, qui distribue les publicités non adressées, va bientôt être intégrée à La Poste. Concrètement, cela veut dire que les publicités seront maintenant distribuées par les facteurs pendant leur tournée. Les profits de l'opération iront engraisser un peu plus les actionnaires de La Poste. Nous proposons donc que ce soient eux qui aillent distribuer les publicités en plus.

« Ah, qu'est ce qu'on est serrés... »

La PIC va donc accueillir les activités qui étaient assurées dans l'entrepôt de Médiapost du CRT, dont la boîte va se débarrasser. Mais où mettre les nouvelles machines, alors que le site est déjà bien rempli ? Il faut croire que la direction a trop joué à Tetris, et pense pouvoir faire pareil dans l'usine. Elle entasse toujours plus, mais attention à ce que ça ne déborde pas... de colère !

Bon anniversaire

Il y a peu la PIC fêtait ses 15 ans d'existence. La direction a déployé une banderole et sorti des gâteaux pour célébrer l'anniversaire. Une sacrée fête ! 15 années d'exploitation, de bas-salaires, de sous-effectif... Mais aussi 15 ans de solidarité ouvrière, de petites résistances face à l'exploitation et aux cadences infernales, de rencontres. 15 ans c'est aussi l'âge des premières révoltes...

Une réorganisation, sans organisation

Avec la réorganisation des tournées, c'est la pagaille au cedex 9 et au concentrateur. Des tournées sont incohérentes et créent de nombreux retards. Des clients sont en colère et ça nous retombe dessus. Toute cette situation n'est pas vraiment étonnante quand on sait que le remodelage des tournées s'est fait sans même demander l'avis des premiers concernés. Voilà qui donne tout son sens au slogan « les travailleurs dirigeraient bien mieux la société que les patrons ».

Trois mois de préparation pour ça...

Avec l'arrivée de plusieurs dizaines de collègues au cedex 9, rien n'a vraiment été prévu en amont. Certains d'entre nous n'ont toujours pas de badge d'entrée et de vestiaire. Après trois mois de préparation de la réorganisation, on note un faible taux d'efficacité du côté de la direction. Il faudra leur rappeler quand ils viendront piailler sur nos cadences de production.

Zeus en a décidé autrement

Dans la soirée du lundi 8 avril, un éclair a fait disjoncter les plombs de la PIC pendant plusieurs dizaines de minutes. Dans l'équipe de nuit, nous n'avons pas pu commencer le travail avant 22h. La direction veut interdire les pauses sauvages et voilà que la foudre en a décidé autrement.

6 000 emplois en moins

En 2023, 6 000 emplois ont été supprimés à La Poste et 300 guichets fermés. C'est l'équivalent de deux usines automobile fermées ! La direction met la pression pour faire travailler plus ceux qui restent, son but est nous faire suer les centaines de millions de bénéficiaires qu'elle tire chaque année. Les postiers n'ont rien à gagner de cette exploitation, tout à gagner de la combattre ensemble.

Poutine appelle 150 000 Russes de 18 à 30 ans à faire leur service militaire

Le président russe a rendu public dimanche 31 mars un décret précisant les contours de la conscription de printemps. Si Moscou affirme que les nouveaux conscrits ne combattront pas en Ukraine, ce nouvel appel intervient « dans un contexte de rumeurs généralisées d'une nouvelle vague de mobilisation pour l'offensive en Ukraine », observe la presse étrangère. Voilà le sort réservé aux jeunes. Service militaire et demain... mourir dans les tranchées sur le front. Ça fait comme écho aux appels va-t-en-guerre de Macron il y a quelques semaines.



Élections européennes 2024 : le NPA présente la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! », conduite par Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus et Gaël Quirante, 48 ans, postier.